



RENCONTRES NATIONALES DE LA PARTICIPATION

L'innovation démocratique
au service des territoires

Un succès au service de la reconnaissance de l'ingénierie de la participation



La deuxième édition des Rencontres nationales de la participation s'est tenue les 6, 7 et 8 mars 2018 dans la Métropole européenne de Lille.

Co-organisées par quinze structures incontournables de la participation, cet événement est dédié aux professionnels du monde de la participation citoyenne, de la concertation et du dialogue parties-prenantes.

L'objectif est multiple : rassembler un réseau de professionnel et le structurer, identifier les innovations du secteur, ses évolutions et ses enjeux. Les Rencontres ont également pour ambition de diffuser la culture de la participation chez les décideurs et sont avant tout conçues pour offrir aux participants un cadre propice à l'échange, à la formation, aux partages d'expériences et à la réflexion.

Pour cette deuxième édition, les Rencontres ont tenu leur promesse : 740 participants, dont plus de 170

intervenants, se sont retrouvés dans la Métropole européenne de Lille pour deux jours et demi de riches échanges. Au programme : une quarantaine de temps abordant divers sujets et sous des formats multiples : grands débats, temps d'inspiration ou ateliers de co-construction plus confidentiels.

Le nombre de participants, la diversité des intervenants et des sujets évoqués (urbanisme, santé, pouvoir d'agir, numérique, budget participatif etc.) prouvent que la concertation prend une place de plus en plus importante dans de multiples domaines et qu'elle fait partie du quotidien de nombreux professionnels.

Des participants d'origines variés

D'abord en termes de structures : les collectivités (32%), ainsi que les consultants et les entreprises (26%) étaient les plus représentés. Le public était également composé d'associations (12%) et de citoyens engagés

(10%). Les institutions publiques, chercheurs et étudiants sont venus compléter le tableau.

Ensuite, les secteurs d'activités représentés étaient tous aussi variés : urbanisme, environnement, santé, communication, énergie, etc.

Cette diversité est la preuve de la transversalité de la participation : le thème transcende les différents milieux professionnels et attire de nombreux acteurs. Cependant cette profusion peut aussi créer de la confusion : l'harmonisation des pratiques et des méthodes est plus laborieuse. Les objectifs des participants diffèrent, tout comme leurs connaissances, leurs expertises ou leur vision de la concertation. C'est un défi pour les Rencontres, qui doivent satisfaire des publics hétérogènes.

Autre défi : Intéresser les décideurs, les directeurs, les politiques. Ce sont encore les agents convaincus ou les directions « concertation » qui viennent majoritairement aux Rencontres. Pour étendre la culture de la participation, il est nécessaire de toucher aussi les décideurs.

Une reconnaissance toujours plus importante de l'ingénierie de la participation

L'hétérogénéité des profils et des secteurs des participants prouve en tout cas que l'ingénierie de la concertation continue à faire sa place dans les services des collectivités aussi bien que dans les entreprises, les associations ou les institutions, et ce de manière de plus en plus officielle. L'expertise autour de ces questions se développent : pour preuve, plusieurs masters ont répondu cette année à notre invitation. Hormis le master d'ingénierie de la participation de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, deux autres formations étaient présentes : le master de communication publique et de concertation ainsi que celui de management des collectivités territoriales, tous deux rattachés à l'Université lilloise.

Le développement de cette ingénierie et de l'expertise qui l'accompagne, permet de passer de nouveaux paliers : en plus de formations scolaires reconnues par l'Etat et professionnalisantes, la CNDP a lancé un processus permettant de former des garants de concertation, capable par la suite de préserver les processus auxquels ils sont associés. Il s'agit là d'une nouvelle forme de reconnaissance des savoirs-faires et des savoirs-être des professionnels de la concertation et d'une pierre en plus dans la construction d'un écosystème solide autour des questions de participation.



L'innovation démocratique au cœur des Rencontres

La question de l'innovation démocratique est le fil rouge des Rencontres. Ce mouvement regroupe les concepts de démocratie participative, de modernisation de l'action publique et de l'administration ou encore l'écosystème des civic techs.

L'innovation démocratique se manifeste de différentes manières :

- L'innovation dans les dispositifs : rendre la participation plus effective grâce à de nouveaux outils ou en faisant évoluer la gestion de projet.
- L'innovation dans les méthodes d'animation : jeux de rôle, brise-glace, sociocratie, méthode unique développée par des consultants, etc.
- L'innovation dans la gestion des ressources humaines et le management : méthodes agiles ou horizontales, concertation interne, intrapreneuriat, etc.

Ces thèmes ont été questionnés lors de nombreux ateliers, sous différents angles : « Peut-on encore intéresser les citoyens à la vie publique ? », « La place du numérique dans les processus de participation », « Laboratoires d'innovation : cellules de recherche sur les politiques publiques », etc.

Ce phénomène est évidemment bénéfique : il permet l'amélioration des systèmes participatifs existants, une prise en compte plus fine des besoins des citoyens, usagers ou salariés ou encore une plus grande transparence de la part des décideurs.

Cependant, l'effet de mode et l'injonction à innover doivent être appliqués avec prudence. L'impératif

d'innovation demande une veille importante, la possibilité de se former pour maîtriser et appliquer de nouvelles méthodes, ou encore la compréhension de concepts ou de vocabulaires spécifiques. Ainsi, cela peut dresser une frontière entre les acteurs à la pointe de la technologie démocratique d'un côté et ceux plus limités dans leurs possibilités de formation ou leur utilisation des outils numériques de l'autre.

L'innovation démocratique ne doit pas non plus devenir la finalité du projet. La tentation de faire primer l'outil est alléchante, surtout quand il s'agit d'un nouveau dispositif importé d'une capitale européenne ou de la dernière application de vote en ligne à la mode. Au contraire, l'outil doit être au service du projet : il faut garder en tête qu'une réunion publique bien menée est aussi un formidable outil de participation.



Que retenir des Rencontres 2018 ?

La place prépondérante du numérique...

Une grande partie de l'innovation démocratique se traduit par des dispositifs numériques. Depuis plusieurs années, on assiste à l'expansion du secteur des civics techs et à une prise en compte institutionnelle de ces questions : les collectivités mettent en place des plateformes numériques et l'Etat s'est même doté d'une mission spécialisée.

Lors du grand débat « Quelle place pour le numérique

dans les processus de participation ? » Amélie Banzet, cheffe de mission en charge du partenariat pour un gouvernement ouvert à Etalab, l'a rappelé : il y a en France 33 millions d'utilisateurs sur Facebook. Le numérique est omniprésent : dans les administrations, les entreprises ainsi que dans les foyers des Français. Dans le domaine de la participation aussi, le numérique prend de l'ampleur. Est-ce devenu un passage obligé permettant de toucher « ceux qui ne participent pas » ?

Damien Monnerie, président et fondateur de l'association ICI nuance : choisir de passer uniquement par le numérique, c'est exclu de fait 13 millions de Français, qui n'y ont pas accès.

L'enjeu est de taille : le numérique reste un outil et doit être conçu dans un cadre : quel projet politique derrière ? Quel but ? Pour Pierre-Louis Rolle, de l'agence du numérique, cela ne dispense pas d'établir une stratégie de participation, en identifiant les besoins avant de s'équiper, gérer la transformation organisationnelle et acquérir de nouvelles compétences pour bien utiliser ces outils.

De manière plus générale, le numérique questionne : la sécurité des données et des citoyens, ainsi que la transparence sont primordiales pour garantir une participation sereine. Les éléments perturbateurs, tels que les trolls ou les robots doivent pouvoir être gérés.

Alors que mettre en place, concrètement pour permettre le développement d'une nouvelle forme de citoyenneté grâce au numérique ?

Les participants de l'atelier digital society forum ont réfléchi ensemble à cette question.

D'une part, le même constat est établi : Patrice Carré, Directeur des relations institutionnelles à Orange et président du Conseil scientifique de Décider ensemble le répète : il est nécessaire de questionner le projet politique derrière les nouvelles technologies. De plus, si le numérique permet un engagement citoyen sans contrainte de lieu, d'horaire ou de mobilité il ne permet pourtant pas d'être libre de toute contrainte. Il ne dispense pas non plus de préciser les règles du jeu dans la relation avec les citoyens : instauration d'une charte d'utilisation, retour sur les décisions prises, transparence de l'information, etc. Cela contribue à la confiance entre décideurs et usagers. La possibilité de diversifier les modalités d'expressions (vidéo, illustration, infographie etc.) sur les plateformes numériques a été abordée tout comme la formation des enfants à la citoyenneté numérique, pour leur apprendre à bien participer en ligne.



La ville de Mulhouse, qui en plus d'une structure indépendante de participation a par exemple fait le choix du numérique. La plateforme, notamment mise en place pour toucher les publics des secteurs les moins favorisés du territoire, permet aux citoyens différents niveaux d'implication, de la simple prise d'information en allant jusqu'au vote lors de consultation ou encore au dépôt d'idées.

L'objectif est également de renforcer la transparence et d'offrir plus de visibilité aux démarches de la ville.

Pour Mulhouse, ce dispositif a mis en lumière la prépondérance de la fracture numérique au sein même du territoire mais également que même pour les plus habitués des technologies, les numériques friendly, il n'est pas évident de participer en ligne.

De plus, si la démarche permet l'acquisition de nouvelles techniques et compétences par l'équipe ainsi que par les citoyens, cela nécessite aussi un grand besoin de formation.

La collectivité de Mulhouse insiste également : le numérique tout comme l'instauration d'un site ne sont pas des fins en soi. L'amélioration de l'outil après son installation autant que la mobilisation des citoyens demande beaucoup de travail et il est essentiel d'assumer une politique de petit pas et un droit à l'erreur.

...Et toujours les questions au cœur de la participation

Pour leur 2e édition, les Rencontres se sont ouvertes à la concertation dans d'autres secteurs - notamment

ceux de la santé et du social – et à d'autres horizons - la participation à l'international. Cependant, les questions plus traditionnelles de la participation étaient également présentes.

Les Rencontres ont été l'occasion de revenir sur différents thèmes déjà abordés auparavant, comme la concertation en milieu rural, la mise en place et le développement d'un budget participatif, ou encore la participation dans le cadre de rénovations urbaines. Si les cadres varient en fonction des contextes et des ressources à disposition des praticiens, les problématiques sont souvent semblables : comment concerter en impliquant ceux qui ne participent pas ? Comment contourner la fracture numérique ? Que mettre en place sur les territoires défavorisés ? Comment mettre le vivre ensemble au cœur du dispositif et du projet ? Comment continuer à faire vivre un dispositif dans l'après concertation ?

S'il semble compliqué de trouver des réponses toutes faites à ces questionnements, les Rencontres ont pour objectif d'être un espace d'échanges et de débats entre praticiens : de nombreux partages d'expériences et ateliers étaient organisés pour discuter ces problématiques. Les Rencontres sont un moment privilégié pour les professionnels de la participation. Il s'agit d'un temps pour se rencontrer et débattre en interne, pour améliorer ses pratiques et en découvrir de nouvelles, faire part de ses doutes ou de ses obstacles.